

Arès (Bassin d'Arcachon) : Le Conseil Municipal s'oppose à la venue des migrants

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 24 septembre 2016

SUD OUEST Samedi 24 septembre 2016 Gironde **15**

Arès dit non aux migrants

BASSIN D'ARCACHON Le Conseil municipal d'Arès s'est prononcé, hier soir, contre l'accueil des migrants, sous les applaudissements du public

BERNADETTE DUBOURG
b.dubourg@sudouest.fr

« Je vous propose de vous prononcer défavorablement à l'accueil de ces migrants sur notre commune. » Telle est la délibération approuvée, hier soir, par les 24 élus de la majorité du Conseil municipal d'Arès, autour du maire Jean-Guy Perrière (divers droite). Seuls les quatre élus de l'opposition (de gauche) ont voté contre.

Ce vote a été accueilli par un tonnerre d'applaudissements et quelques timides « hou hou » de désapprobation, exprimés par les 300 personnes (au moins) massées dans le jardin de la mairie. Seule une trentaine a pu entrer dans la petite salle du Conseil, au premier rang desquelles des élus du Front national, comme les conseillers régionaux du bassin d'Arcachon, Laurent Lamara, et du Val de l'Éyre, Edwige Diaz.

« Notre présence n'est pas politique », se défend pourtant Claude, qui montre le tract jaune déposé dans sa boîte aux lettres, la veille, appelant à « manifester l'hostilité de la population à l'arrivée des migrants ». « Je n'ai pas envie qu'il n'y ait que des hommes. On sait ce qui s'est passé à Cologne », ajoute Sophie. Florence ne « vient pas manifester contre M. Perrière, mais contre la décision du préfet ». Il y a aussi des habitants d'Andrenos et Lège-Cap-Ferret où, la veille, le Conseil municipal a justement voté une motion de solidarité au Conseil municipal d'Arès « quelle que soit sa position ».

« Pas le même esprit »
Avant de lire l'unique délibération de ce Conseil municipal extraordinaire, le maire d'Arès en rappelle la genèse : son intuition au sujet du Centre de vacances de l'Énergie qui a passé une convention avec l'État, la confirmation du préfet vendredi dernier, sa visite mardi, et même un courrier reçu juste avant le Conseil. Les réponses du préfet aux nombreuses interrogations des élus ne le convainquent pas : « Arès serait un centre d'accueil et d'orientation pour un maximum de 50 personnes, mais je ne suis pas sûr de ce chiffre. Il serait ouvert du 15 octobre à fin mars. La gendarmerie serait mobilisée mais je demandais quels seraient les renforts. Ça ne coûterait rien à la commune. »

450 personnes ont déjà été accueillies dans des CAO de la métropole bordelaise : « Nous ne pouvons pas avoir le même esprit dans une ville de 400 000 habitants que dans un bourg de 6 000 », commente le maire.

« Ni sensiblerie, ni politique »
L'opposition municipale est favorable à l'accueil de ces migrants. Catherine Vignerte préfère le terme de réfugiés : « Je comprends cette peur, mais il faut faire appel à la raison et rassurer. » « Au nom de la fraternité, soyons fiers de les accueillir », ajoute Camille Lambert. « Si Arès est choisie, faisons en sorte de faire un peu de pédagogie et que tout se passe au mieux. Ce sont des êtres humains », tempère Claudine Cessy. Des insultes, parfois des menaces se font entendre. Ce n'est pas tout à fait la sérénité que souhaitait le maire.

« Qui peut être insensible ? Ce que l'on reproche, c'est la forme. Ça nous pose un problème de conscience, je dirais même un cas de conscience chrétienne, mais il est de notre responsabilité d'élus de prendre des mesures de précaution », précise la première adjointe Dominique Pallet.

Christian Esplandiu, également président de l'office de tourisme, évoque les appels de touristes qui hésitent à réserver pour l'an prochain : « On va avoir un manque à gagner de 20 à 30 % ».

« Chacun a une position en son âme et conscience, moi-même, j'ai une position d'être humain et une responsabilité de maire », tranche Jean-Guy Perrière qui refuse de se « placer sur le terrain de la sensiblerie, ou la politique, seulement sur la capacité d'Arès à accueillir ces migrants. Or, les conditions ne sont pas assurées pour la sécurité et la tranquillité des habitants d'Arès ».

Les élus majoritaires d'Arès ont exprimé un avis défavorable. Mais la décision revient au préfet.



Les habitants n'ont pas tous pu entrer dans la salle du Conseil municipal. PHOTO R.D.

Une cinquantaine de migrants attendus ?

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/aquitaine/gironde/bassin-d-arcachon-une-cinquantaine-de-migrants-attendus-ares-1093137.html>

Pas d'accord, et que d'excellents arguments ! Des hommes seuls, la peur que Cologne ne recommence à Arès, la peur de voir fondre les ressources touristiques faute de trouver

suffisamment de touristes assez idiots pour courir le risque de passer des vacances qui seront tout sauf sereines...

24 élus ont pris leur responsabilité, bravo à eux et honte aux 4 élus de "gauche" qui font passer les autres avant les leurs. Une honte.

Arès dit non aux migrants

BASSIN D'ARCACHON Le Conseil municipal d'Arès s'est prononcé, hier soir, contre l'accueil des migrants, sous les applaudissements du public

BERNADETTE DUBOURG
b.dubourg@sudouest.fr

« Je vous propose de vous prononcer défavorablement à l'accueil de ces migrants sur notre commune. » Telle est la délibération approuvée, hier soir, par les 24 élus de la majorité du Conseil municipal d'Arès, autour du maire Jean-Guy Perrière (divers droite). Seuls les quatre élus de l'opposition (de gauche) ont voté contre.

Ce vote a été accueilli par un tonnerre d'applaudissements et quelques timides « hou hou » de désapprobation, exprimés par les 300 personnes (au moins) massées dans le jardin de la mairie. Seule une trentaine a pu entrer dans la petite salle du Conseil, au premier rang desquelles des élus du Front national, comme les conseillers régionaux du bassin d'Arcachon, Laurent Lamara, et du Val de l'Eyre, Edwige Diaz.

« Notre présence n'est pas politique », se défend pourtant Claude, qui montre le tract jaune déposé dans sa boîte aux lettres, la veille, appelant à « manifester l'hostilité de la population à l'arrivée des migrants ». « Je n'ai pas envie qu'il n'y ait que des hommes. On sait ce qui s'est passé à Colo-

gne », ajoute Sophie. Florence ne « vient pas manifester contre M. Perrière, mais contre la décision du préfet ». Il y a aussi des habitants d'Andernos et Lège Cap-Ferret où, la veille, le Conseil municipal a justement voté une motion de solidarité au Conseil municipal d'Arès « quelle que soit sa position ».

« Pas le même esprit » Avant de lire l'unique délibération de ce Conseil municipal extraordinaire, le maire d'Arès en rappelle la genèse : son intuition au sujet du Centre de vacances de l'Énergie qui a passé une convention avec l'État, la confirmation du préfet vendredi dernier, sa visite mardi, et même un courrier reçu juste avant le Conseil. Les réponses du préfet aux nombreuses interrogations des élus ne le convainquent pas : « Arès serait un centre d'accueil et d'orientation pour un maximum de 50 personnes, mais je ne suis pas sûr de ce chiffre. Il serait ouvert du 15 octobre à fin mars. La gendarmerie serait mobilisée mais je demandais quels seraient les renforts. Ça ne coûterait rien à la commune. »

450 personnes ont déjà été accueillies dans des CAO de la métropole bordelaise : « Nous ne pouvons pas avoir le même esprit dans une ville de 400 000 habitants que dans un bourg de 6 000 », commente le maire.

« Ni sensiblerie, ni politique » L'opposition municipale est favora-



Les habitants n'ont pas tous pu entrer dans la salle du Conseil municipal. PHOTO B. D.

ble à l'accueil de ces migrants. Catherine Vignerte préfère le terme de réfugiés : « Je comprends cette peur, mais il faut faire appel à la raison et rassurer. » « Au nom de la fraternité, soyons fiers de les accueillir », ajoute Camille Lambert. « Si Arès est choisie, faisons en sorte de faire un peu de pédagogie et que tout se passe au mieux. Ce sont des êtres humains », tempère Claudine Cessy. Des insultes, parfois des menaces se font entendre. Ce n'est pas tout à fait la sérénité que souhaitait le maire.

« Qui peut être insensible ? Ce que l'on reproche, c'est la forme. Ça nous pose un problème de conscience, je dirais même un cas de conscience chrétienne, mais il est de notre responsabilité d'élus de prendre des mesures de précaution », précise la première adjointe Dominique Pallet.

Christian Esplanditu, également président de l'office de tourisme, évoque les appels de touristes qui hésitent à réserver pour l'an prochain : « On va avoir un manque à gagner de 20 à 30 % ».

« Chacun a une position en son âme et conscience, moi-même, j'ai une position d'être humain et une responsabilité de maire », tranche Jean-Guy Perrière qui refuse de se « placer sur le terrain de la sensiblerie, ou la politique, seulement sur la capacité d'Arès à accueillir ces migrants. Or, les conditions ne sont pas assurées pour la sécurité et la tranquillité des habitants d'Arès ».

Les élus majoritaires d'Arès ont exprimé un avis défavorable. Mais la décision revient au préfet.

Le conseil municipal d'Arès s'oppose à la venue de migrants.